



Décision n° 2018-442

de refus d'autorisation de travaux, construction et installation
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le rapport de manquement administratif n°PA/2018/PNM/ROY/02 daté du 14 août 2018,

VU la demande d'autorisation de travaux datée du 07 septembre 2018 déposée par Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline à titre de régularisation,

VU l'avis défavorable émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 05 novembre 2018,

Considérant que la propriété bâtie de Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline est constituée entre autres d'un « casoun » traditionnel de la Roya, ce dernier étant défini par la modalité n°22 d'application de la réglementation comme un élément du patrimoine bâti constitutif du caractère du parc national, et qu'à ce titre, sa rénovation n'est possible que dans le cas où le bâtiment n'est pas affecté à un usage d'habitation,

Considérant toutefois que la transformation du bâtiment en lieu d'habitation est antérieure à la réglementation issue du décret de 2009 et qu'il convient donc a minima, de rendre possible la réalisation des travaux de rénovation afin de permettre le maintien dans le temps de l'édifice et de ses abords, à condition que ceux-ci s'inscrivent dans le paysage, la tradition architecturale et l'identité du bâti ainsi que dans les procédures en vigueur,

Considérant que le rapport de manquement administratif sus-visé fait mention entre autres, de travaux en cours sur une longueur d'environ 450 mètres, consistant en l'installation de piquets métalliques scellés au sol dans du béton et reliés par des fils de fer, associée à un stockage de nombreux rouleaux de grillage neuf sur la propriété,

Considérant que ces observations correspondent au projet de demande d'autorisation de travaux, tel que décrit par Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline dans leur dossier,

Considérant que d'après les observations antérieures des agents de contrôle, concordantes avec les éléments descriptif des travaux projetés transmis par Monsieur ORY, la clôture précédemment existante n'excédait pas 80 cm de hauteur et comportait des piquets en bois plantés dans le sol,

Considérant qu'à ce titre, cette opération relève de travaux nouveaux et non de l'entretien d'une clôture existante,

Considérant que la nouvelle clôture, telle qu'envisagée, ne correspond ni aux enclos de pierres sèches ni aux enclos en bois caractéristiques de l'usage agro-pastoral traditionnel des anciennes terrasses de la Roya, et qu'elle risque d'avoir un impact visuel important sur les lieux,

Considérant que les fondations des piquets en béton vont durablement impacter le sol et que la nouvelle clôture va constituer un obstacle non négligeable et permanent à la circulation de la faune sauvage à l'échelle de la propriété,

Considérant que la multiplication de ce genre d'installation à l'échelle de la vallée du Caïros – Fromagine est incompatible avec la vocation d'un cœur de parc national, et que les dégâts occasionnés par les sangliers sont inhérents à la vie dans un espace naturel.

Considérant que la nécessité de cette clôture n'est pas démontrée par Monsieur ORY et Madame CLERC en l'état actuel de l'utilisation de la propriété, la présence hypothétique de quelques animaux domestiques – ânes ou moutons – pour assurer l'entretien des espaces herbacés requérant d'autres conditions et aménagements aujourd'hui inexistants,

Considérant enfin que même en présence de ces animaux de pâture, des solutions alternatives existent en remplacement d'une clôture haute et permanente,

Décide :

Article 1 :

L'autorisation dérogatoire de travaux, portant sur l'installation d'une clôture haute et permanente sur la parcelle n°180 section J de la commune de Saorge, est refusée.

La présente décision équivaut à un refus de régularisation des travaux déjà engagés.

Article 2 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application de la présente décision.

Article 3 :

Le non respect de cette décision expose le demandeur à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 6 novembre 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER